

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME



F. 98 — 468

[C - 98/27083]

**22 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994  
portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et modifiant la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994, 24 novembre 1994 et 25 janvier 1996;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par les décrets des 4 novembre 1993 et 26 mai 1994;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, modifié par les décrets des 20 juin et 25 juillet 1996;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Liège;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Charleroi;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Namur;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu la délibération du comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

Vu le protocole n° 255 du Comité de secteur n° XVI, établi le 7 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'adapter sans délai les dispositions d'exécution du statut aux modifications apportées au statut;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du titre premier de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région est remplacé par l'intitulé suivant :

« Dispositions générale. »

**Art. 2.** Un article 1<sup>er</sup>*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1<sup>er</sup>*bis*. Les modifications apportées en application de l'article 6 du statut aux qualifications et capacités auxquelles est subordonné l'accès à un emploi produisent leurs effets lorsque l'emploi cesse d'être occupé. »

**Art. 3.** Un article 1<sup>er</sup>*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1<sup>er</sup>*ter*. La résidence administrative du fonctionnaire est établie dans la commune où le service est établi. »

**Art. 4.** Un article 1<sup>er</sup>*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1<sup>er</sup>*quater*. § 1<sup>er</sup>. Le répertoire visé à l'article 5 du statut mentionne la place de l'emploi dans le cadre, le service d'affectation, la résidence administrative et reproduit la fiche des qualifications et des capacités à laquelle correspond l'emploi.

§ 2. Le répertoire est notifié par le secrétaire général par le mode de distribution interne qu'il détermine ou, à défaut, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

La notification du répertoire est réputée accomplie par la seule notification de la partie du répertoire relative aux emplois du même rang que celui du grade dont est titulaire le fonctionnaire.

§ 3. Le répertoire du ministère dont le fonctionnaire ne fait pas partie lui est notifié par le secrétaire général dont il relève.

Le secrétaire général notifie le répertoire à l'autre secrétaire général avant le 1<sup>er</sup> mars.

A défaut de notification préalable à l'autre secrétaire général, la notification d'un répertoire au fonctionnaire est de nul effet. »

**Art. 5.** L'intitulé du titre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Des promotions, de la mutation, du transfert, de la permutation et du changement de service. »

**Art. 6.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. La déclaration de vacance d'un emploi figurant au dernier répertoire notifié en application de l'article 1<sup>er</sup>*quater* est portée, s'il échet, à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par promotion, au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le secrétaire général.

La déclaration de vacance d'un emploi ne figurant pas au dernier répertoire notifié en application de l'article 1<sup>er</sup>*quater* est portée successivement, s'il échet, à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par promotion par accession au niveau supérieur, mutation, promotion par avancement de grade ou transfert, au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le secrétaire général.

Le pli mentionne la place de l'emploi dans le cadre, le service d'affectation, la résidence administrative et reproduit la fiche des qualifications et des capacités à laquelle correspond l'emploi. »

**Art. 7.** L'article 5, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. La candidature à l'emploi est introduite auprès du secrétaire général dont l'emploi vacant relève par un pli recommandé à la poste avec accusé de réception qui doit être déposé, à peine de nullité, dans un délai de quinze jours commençant à courir le jour de la notification du pli prévu à l'article 4 ou, le cas échéant, dans le délai fixé aux articles 15 et 24 du statut. »

« A cette fin, il est fait usage, à peine de nullité, d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 1 ou à l'annexe 2.

Si plusieurs emplois sont accessibles dans le même grade, le candidat indique un ordre de préférence.

Les candidats du niveau 1 dans tous les cas et les candidats à la mutation ou au transfert des niveaux 2+, 2, 3 et 4 annexent au formulaire un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe 4. »

**Art. 8.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de quinze jours qui commence à courir à l'expiration du délai fixé pour leur introduction, le secrétaire général ou son délégué accuse réception des candidatures et informe simultanément les candidats ne répondant pas aux conditions exigées qu'aucune suite ne pourra être réservée à leur candidature, sans préjudice du § 3.

En cas de candidature à la mutation, le secrétaire général porte dans le même délai la demande à la connaissance du directeur général ou, à défaut, de l'inspecteur général dont relève le candidat.

En cas de candidature au transfert, le secrétaire général porte dans le même délai la demande à la connaissance du secrétaire général dont relève le candidat.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les candidats à la mutation ou au transfert à un emploi figurant au dernier répertoire notifié en application de l'article 1<sup>er</sup>*quater*, s'ils n'invoquent pas de raisons sociales ou familiales, se voient accuser réception de leur candidature dans les quinze jours de l'expiration du délai fixé pour leur introduction et sont informés dans les quinze jours de la déclaration de vacance de l'emploi, lorsqu'ils ne répondent pas aux conditions exigées, qu'aucune suite ne pourra être réservée à leur candidature, sans préjudice du § 3.

§ 3. Le secrétaire général, avant la transmission le cas échéant des candidatures au conseil de direction, décide de la manière de vérifier que les candidats à un emploi répondent aux conditions de capacité exigées.

Lorsqu'il existe pour l'attribution de l'emploi un ordre de préférence fondé sur la réussite d'un concours ou sur l'ancienneté, le secrétaire général peut décider de n'opérer la vérification qu'à l'égard des candidats les mieux classés, dont il fixe le nombre.

Dans les quinze jours de la vérification, le secrétaire général informe les candidats ne répondant pas aux conditions de capacité exigées qu'aucune suite ne peut être réservée à leur candidature. »

**Art. 9.** A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La proposition du conseil de direction préalable à la promotion par avancement à un grade des rangs A5 à A3 est notifiée aux candidats par pli recommandé à la poste avec accusé de réception. »

**Art. 10.** Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 8bis. S'ils sont empêchés de participer à une séance de la commission visée à l'article 24 du statut, le fonctionnaire de rang A2, ou, à défaut, le fonctionnaire de rang A1 dont dépend le fonctionnaire et dont relève l'emploi à pourvoir se font suppléer par un fonctionnaire du niveau 1 relevant de leur autorité. »

**Art. 11.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La demande est rédigée, à peine de nullité, au moyen d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 3.

Le demandeur annexe au formulaire un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe 4. »

**Art. 12.** Il est inséré dans le titre II du même arrêté un chapitre IV intitulé "Du changement de service" et rédigé comme suit :

« Art. 13bis. Le changement de service est le passage d'un fonctionnaire d'un service à un autre service du même pool.

Sauf exception dûment motivée, si un changement de service entraîne un changement de sa résidence administrative, l'accord du fonctionnaire est requis.

Art. 13ter. Tout changement de service entraînant un changement de résidence administrative sur lequel le fonctionnaire ne peut marquer son accord fait l'objet d'une proposition préalable soumise à l'avis du conseil de direction.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées par le fonctionnaire, celui-ci est entendu par le Service social qui émet un avis à l'attention du conseil de direction.

Le conseil de direction entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction.

En cas de recours au conseil de direction, le changement de service est décidé par le secrétaire général. »

**Art. 13.** A l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "à l'annexe 1 du présent arrêté" sont remplacés par les mots "à l'annexe 5".

**Art. 14.** A l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, les mots "d'apprentissage du métier" sont remplacés par les mots "préparatoire à la promotion".

**Art. 15.** Dans l'intitulé du titre IV, Chapitre II, section IV, du même arrêté, les mots "d'apprentissage du métier" sont remplacés par les mots "préparatoire à la promotion".

**Art. 16.** L'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. Peuvent participer à la formation les fonctionnaires titulaires du grade des rangs A4, D2 et E2 et des grades de recrutement qui comptent une ancienneté de rang d'un an au moins. »

**Art. 17.** A l'article 41, alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 5 du même arrêté, les mots "d'apprentissage du métier" sont remplacés par les mots "préparatoire à la promotion".

**Art. 18.** A l'article 42 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots "d'apprentissage du métier" sont remplacés par les mots "préparatoires à la promotion";

2° à l'alinéa 3, les mots "nouveau cycle de formation" sont remplacés par les mots "cycle d'actualisation de la formation".

**Art. 19.** A l'article 50, alinéa 3, du même arrêté, les mots "à l'annexe 2 ou à l'annexe 3 du présent arrêté" sont remplacés par les mots "à l'annexe 6 ou à l'annexe 7".

**Art. 20.** Dans l'intitulé du titre IV, chapitre III, du même arrêté, les mots "contrôle de l'apprentissage du métier" sont remplacés par le mot "promotion".

**Art. 21.** A l'article 55 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "contrôle de l'apprentissage du métier" sont remplacés par le mot "promotion";

2° à l'alinéa 2, les mots "les grades des niveaux 2, 3 et 4" sont remplacés par les mots "le grade du niveau 2".

**Art. 22.** L'article 56 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Peuvent participer à l'examen de promotion les fonctionnaires titulaires d'un grade de promotion qui comptent une ancienneté de rang de deux ans au moins.

En outre, les fonctionnaires du rang A4 doivent justifier d'une formation préparatoire à la promotion. »

**Art. 23.** Les articles 57 à 60 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 57. Le secrétaire général du ministère concerné ou son délégué est chargé de :

1° désigner un membre effectif et un membre suppléant du jury, conformément à l'article 58;

2° arrêter la liste des fonctionnaires concernés.

Art. 58. Les membres du jury sont :

1° a) pour l'examen au grade d'inspecteur général, un fonctionnaire de rang A3 au moins du Ministère de la Région wallonne, un fonctionnaire de rang A3 au moins du Ministère wallon de l'équipement et des transports et un fonctionnaire de rang A3 au moins pour chaque organisme d'intérêt public qui a au moins un fonctionnaire concerné;

b) pour l'examen au grade de directeur, un fonctionnaire de rang A4 au moins du Ministère de la Région wallonne, un fonctionnaire de rang A4 au moins du Ministère wallon de l'équipement et des transports et un fonctionnaire de rang A4 au moins pour chaque organisme d'intérêt public qui a au moins un fonctionnaire concerné;

c) pour l'examen aux grades de premier gradué et de premier assistant, un fonctionnaire de rang A6 au moins du Ministère de la Région wallonne, un fonctionnaire de rang A6 au moins du Ministère wallon de l'équipement et des transports et un fonctionnaire de rang A6 au moins pour chaque organisme d'intérêt public qui a au moins un fonctionnaire concerné;

2° pour les grades des niveaux 1 et 2+, deux personnes n'appartenant pas aux services du Gouvernement, particulièrement qualifiées en raison de leur compétence ou de leur spécialisation.

Art. 59. Le président du jury est le membre effectif ou suppléant du Ministère de la Région wallonne.

Il est assisté par un secrétaire faisant partie de la direction de la formation et des carrières du Ministère de la Région wallonne, ayant voix consultative.

Le secrétaire prend note de toutes les opérations du jury.

Art. 60. Le président du jury est chargé de :

1° déterminer le délai pendant lequel les inscriptions sont recevables;

2° fixer la date et le lieu de l'examen;

3° convoquer les candidats;

4° établir le procès-verbal fixant la liste des lauréats;

5° arrêter le règlement d'ordre interne relatif à l'organisation des épreuves, en assurer la publicité et veiller à son application;

6° désigner les assesseurs externes.

Il peut augmenter le nombre des assesseurs externes lorsque les conditions propres à certains examens l'exigent. »

**Art. 24.** Les articles 67 à 70 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 67. § 1<sup>er</sup>. Tous les deux ans au maximum, le Gouvernement lance un appel aux candidats à l'accès au brevet de directeur de la formation.

§ 2. Le dossier de candidature est adressé, par lettre recommandée à la poste, au président du conseil de direction, dans les trente jours de la notification de l'appel aux candidats.

Il contient :

1° un curriculum vitae;

2° un exposé détaillé des motivations du candidat pour la fonction.

§ 3. Le conseil de direction entend les candidats et remet un avis au Gouvernement. Celui-ci notifie sa décision aux candidats et désigne ensuite les membres du jury visé à l'article 70.

Art. 68. A dater de cette désignation, la direction de la formation et des carrières du Ministère de la Région wallonne dispose d'un délai d'un an pour organiser une formation d'une durée de dix jours au maximum et un examen portant sur :

1° l'exercice de la fonction;

2° un projet de formation présenté par les candidats.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points au total.

Art. 69. Le directeur de la formation du Ministère de la Région wallonne participe à l'ensemble de la formation et approuve le sujet du projet que le candidat a choisi de présenter.

Le candidat qui s'absente plus d'un jour de la formation, même pour cas de force majeure justifié, n'est pas admis à présenter l'examen.

Art. 70. Le jury, composé de membres effectifs et d'autant de membres suppléants, comprend :

1° un fonctionnaire de rang A3 au moins du Ministère de la Région wallonne, ayant les ressources humaines ou la formation dans ses attributions;

2° un fonctionnaire de rang A3 au moins du Ministère wallon de l'équipement et des transports, ayant les ressources humaines ou la formation dans ses attributions;

3° un fonctionnaire de rang A3 au moins, ayant les ressources humaines ou la formation dans ses attributions, pour chaque organisme d'intérêt public qui a au moins un candidat.

Le jury est présidé par le représentant du Ministère de la Région wallonne.

Il est assisté par un secrétaire faisant partie de la direction de la formation et des carrières du Ministère de la Région wallonne, ayant voix consultative.

Le secrétaire prend note de toutes les opérations du jury.

Le jury approuve le règlement relatif à l'organisation de l'examen. »

**Art. 25.** L'intitulé du titre V du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Des procédures spécifiques d'évaluation. »

**Art. 26.** L'article 71 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 71. L'évaluation du fonctionnaire d'un rang inférieur au rang A2 qui ne relève pas de deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents est positive, sauf si, sur la base d'un rapport du secrétaire général, le ministre ayant l'Administration dans ses attributions en décide autrement après avis du ministre fonctionnellement compétent.

L'attribution de l'évaluation réservée ou négative est réalisée après un entretien entre le ministre ayant l'Administration dans ses attributions, le secrétaire général et le fonctionnaire.

Le rapport visé par le fonctionnaire ainsi que ses remarques sont annexés au bulletin d'évaluation, lequel est notifié au fonctionnaire par le ministre ayant l'Administration dans ses attributions. »

**Art. 27.** A l'article 73 du même arrêté, les mots "des rangs A1 et A2" sont remplacés par le mot "généraux".

**Art. 28.** L'article 74, 1°, du même arrêté est complété comme suit :

« les jours où le fonctionnaire est tenu de travailler en vertu du régime de travail qui lui est imposé. »

**Art. 29.** Le titre VII du même arrêté, comprenant les articles 75 à 77, est abrogé.

**Art. 30.** Dans l'intitulé du titre VIII du même arrêté, les mots "scientifiques et" sont supprimés.

**Art. 31.** Le titre VIII, chapitre Ier, du même arrêté, comprenant les articles 78 et 79, est abrogé.

**Art. 32.** L'intitulé "Chapitre II. - Des anciennetés administratives" du même arrêté est abrogé.

**Art. 33.** A l'article 80, § 2, du même arrêté les mots "en qualité de stagiaire ou de fonctionnaire" sont remplacés par les mots "à titre statutaire".

**Art. 34.** L'article 81, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté de niveau dans le niveau de recrutement les services effectifs comportant des prestations complètes que le fonctionnaire a accomplis à titre statutaire et sans interruption volontaire auprès des institutions suivantes :

1° toute institution de droit international dont est membre l'Etat fédéral, la Communauté française, la Communauté germanophone ou la Région wallonne;

2° toute institution qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Rwanda-Burundi, constituée ou non en personne juridique distincte;

3° toute institution de l'Etat fédéral relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire, constituée ou non en personne juridique distincte;

4° toute institution d'une communauté ou d'une région relevant du pouvoir décretaal ou du pouvoir exécutif, constituée ou non en personne juridique distincte.

Sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté de rang dans le rang du grade de recrutement les services effectifs comportant des prestations complètes que le fonctionnaire a accomplis à titre statutaire et sans interruption volontaire auprès des institutions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté de service les services effectifs comportant des prestations complètes que le fonctionnaire a accomplis à titre statutaire et sans interruption volontaire auprès des institutions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 35.** Les annexes A, B, C et D au présent arrêté sont ajoutées comme annexes 1, 2, 3 et 4 au même arrêté.

Les actuelles annexes 1, 2 et 3 au même arrêté en deviennent les annexes 5, 6 et 7.

**Art. 36.** Les articles 33 et 34 du présent arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> décembre 1994.

**Art. 37.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

## Annexe 1

ACTE DE CANDIDATURE A LA PROMOTION PAR ACCESSION AU NIVEAU SUPERIEUR  
OU PAR AVANCEMENT DE GRADE

## I. IDENTITE

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Grade :

## II. EMPLOI ACTUEL

Ministère :

Pool d'affectation :

Division :

Direction :

Résidence administrative :

## III. EMPLOI(S) POSTULE(S)

Le candidat qui postule plusieurs emplois doit obligatoirement indiquer son ordre de préférence, en regard des emplois figurant dans la liste ci-annexée, au moyen de chiffres arabes (1, 2, 3,...) portés dans la colonne prévue à cet effet. Le candidat qui ne postule qu'un seul emploi doit indiquer le chiffre 1 en regard de cet emploi.

SIGNATURE (1)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région.  
Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

(1) En plus de la signature à apposer à cet endroit, le candidat doit obligatoirement parapher toutes les pages annexées, qui font partie intégrante du présent acte de candidature.

## Annexe 2

## ACTE DE CANDIDATURE A LA MUTATION OU AU TRANSFERT

## I. IDENTITE

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Grade :

## II. EMPLOI ACTUEL

Ministère :

Pool d'affectation :

Division :

Direction :

Résidence administrative :

## III. EMPLOI(S) POSTULE(S)

Le candidat qui postule plusieurs emplois doit obligatoirement indiquer son ordre de préférence, en regard des emplois figurant dans la liste ci-annexée, au moyen de chiffres arabes (1, 2, 3,...) portés dans la colonne prévue à cet effet. Le candidat qui ne postule qu'un seul emploi doit indiquer le chiffre 1 en regard de cet emploi.

## IV. INVOCATION DE RAISONS SOCIALES OU FAMILIALES

J'invoque des raisons sociales ou familiales : OUI/NON (1) (2)

## V. AUDITION PAR LE CONSEIL DE DIRECTION OU PAR LA COMMISSION

Je souhaite être entendu par le conseil de direction ou par la commission visée à l'article 24 du statut : OUI/NON (1)

Je souhaite être entendu uniquement par rapport aux emplois suivants (3) :

SIGNATURE (4)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région.  
Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Si oui, le candidat doit transmettre en même temps que son acte de candidature une copie de celui-ci au service social, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

(3) Le candidat qui le souhaite peut indiquer les numéros des emplois au sujet desquels il souhaite être entendu. Dans ce cas, il ne sera pas entendu au sujet des autres emplois.

(4) En plus de la signature à apposer à cet endroit, le candidat doit obligatoirement parapher toutes les pages annexées, qui font partie intégrante du présent acte de candidature.

## Annexe 3

## DEMANDE DE PERMUTATION

CANDIDAT A	CANDIDAT B
<b>I. IDENTITE</b>	
Nom :	Noms :
Prénom :	Prénom :
Date de naissance :	Date de naissance :
Grade :	Grade :
Qualifications :	Qualifications :
<b>II. EMPLOI ACTUEL</b>	
Ministère :	Ministère :
Pool d'affectation :	Pool d'affectation :
Division :	Division :
Direction :	Direction :
Résidence administrative :	Résidence administrative :
<b>III. INVOCATION DE RAISONS SOCIALES OU FAMILIALES</b>	
J'invoque des raisons sociales ou familiales : OUI/NON (1) (2)	J'invoque des raisons sociales ou familiales : OUI/NON (1) (2)
<b>IV. AUDITION PAR LE CONSEIL DE DIRECTION OU PAR LA COMMISSION</b>	
Je souhaite être entendu par le conseil de direction ou par la commission visée à l'article 24 du statut : OUI/NON (1) (2)	Je souhaite être entendu par le conseil de direction ou par la commission visée à l'article 24 du statut : OUI/NON (1) (2)
SIGNATURE	SIGNATURE

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région.  
Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Si oui, le candidat doit transmettre en même temps que son acte de candidature une copie de celui-ci au service social, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.



Annexe 4  
 MODELE DE CURRICULUM VITAE (1)

I. IDENTITE

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Grade :

II. EMPLOI ACTUEL

Ministère :

Pool d'affectation :

Division :

Direction :

Grade :

Description de l'activité :

Résidence administrative :

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (2)

Période :

Ministère/Société/Organisation :

Grade/Fonction :

Description de l'activité :

IV. FORMATION(S) (3)

Diplôme :

Année :

Etablissement :

V. FORMATION(S) COMPLEMENTAIRE(S) (4)

VI. ACTIVITES EXTRA-PROFESSIONNELLES ET MOTIVATION DU CANDIDAT (4)

SIGNATURE (4)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région. Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
 R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
 B. ANSELME

- (1) Modèle à reproduire sur papier libre.  
 (2) Mentionner sous cette rubrique les expériences professionnelles antérieures.  
 (3) Mentionner sous cette rubrique le(s) diplôme(s) possédé(s).  
 (4) Rubrique facultative.

## ÜBERSETZUNG

D. 98 — 468

[C — 98/27083]

**22. JANUAR 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994  
zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 22. Mai 1996;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1937 über die Errichtung des autonomen Hafens von Lüttich, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Januar 1969;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1978;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Errichtung des autonomen Hafens von Namur und zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsgesellschaft für die Wallonie), abgeändert durch die Dekrete vom 1. Dezember 1988, vom 4. Juli 1991, vom 29. Oktober 1992, vom 7. Juli 1994, vom 24. November 1994 und vom 25. Januar 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), abgeändert durch die Dekrete vom 4. November 1993 und vom 26. Mai 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus), abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juni und vom 25. Juli 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines "Centre régional d'Aide aux Communes" (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Lüttich;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Namur;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des Protokolls Nr. 255 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 7. November 1997;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es unbedingt notwendig ist, die Durchführungsbestimmungen des Statuts mit den im Statut vorgenommenen Abänderungen unverzüglich in Einklang zu bringen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Überschrift von Titel I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region wird durch die folgende Überschrift ersetzt:

«Allgemeine Bestimmungen.»

**Art. 2** - Ein Artikel 1bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

«Art. 1bis - Die Abänderungen, die in Anwendung von Artikel 6 des Statuts in den Qualifikationen und Befähigungen vorgenommen sind, an welche der Zugang zu einer Stelle geknüpft wird, werden wirksam, wenn die Stelle nicht mehr besetzt ist.»

**Art. 3** - Ein Artikel 1ter mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

«Art. 1ter - Der Amtssitz des Beamten wird in der Gemeinde, in der die Dienststelle gelegen ist, festgelegt.»

**Art. 4** - Ein Artikel 1quater mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

«Art. 1quater - § 1. Das in Artikel 5 des Statuts erwähnte Register gibt den Platz der Stelle im Stellenplan, die zugewiesene Dienststelle und den Amtssitz an und gibt die dieser Stelle entsprechende Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung wieder.

§ 2. Das Register wird vom Generalsekretär über das von ihm bestimmte interne Verteilungsverfahren oder mangels dessen durch Einschreibebrief mit Empfangsbescheinigung zugestellt.

Die Zustellung des Registers wird schon als erledigt betrachtet, wenn nur der Teil des Registers zugestellt wird, der die Stellen desselben Dienststranges betrifft wie desjenigen, der dem Dienstgrad des Beamten entspricht.

§ 3. Das Register des Ministeriums, dem der Beamte nicht angehört, wird ihm durch den Generalsekretär, dem er untersteht, zugestellt.

Der Generalsekretär stellt dem anderen Generalsekretär das Register vor dem 1. März zu.

Mangels vorheriger Zustellung an den anderen Generalsekretär ist die Zustellung eines Registers an den Beamten wirkungslos.»

**Art. 5** - Die Überschrift von Titel II desselben Erlasses wird durch die folgende Überschrift ersetzt:

«Beförderungen, Versetzung, Transferierung, Stellentausch und Änderung der Dienststelle.»

**Art. 6** - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - Die Offenerklärung einer Stelle, die im letzten in Anwendung von Artikel 1quater zugestellten Register steht, wird gegebenenfalls zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Beförderung bekommen könnten, und zwar anhand eines vom Generalsekretär aufgegebenen Einschreibebriefs mit Empfangsbescheinigung.

Die Offenerklärung einer Stelle, die nicht im letzten in Anwendung von Artikel 1quater zugestellten Register steht, wird gegebenenfalls aufeinanderfolgend zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe, Versetzung, Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad oder Transferierung bekommen könnten, und zwar anhand eines vom Generalsekretär aufgegebenen Einschreibebriefs mit Empfangsbescheinigung.

Dieser Brief erwähnt den Platz der Stelle im Stellenplan, die zugewiesene Dienststelle und den Amtssitz und gibt die dieser Stelle entsprechende Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung wieder.»

**Art. 7** - Artikel 5, § 1 desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«§ 1. Die Bewerbung um die Stelle wird beim für die offene Stelle zuständigen Generalsekretär per Einschreibebrief mit Empfangsbescheinigung eingereicht, und zwar binnen fünfzehn Tagen ab dem Tag der Zustellung des in Artikel 4 erwähnten Schreibens, oder gegebenenfalls binnen der in Artikeln 15 und 24 des Statuts vorgesehenen Frist.

Zu diesem Zweck wird ein Formular benutzt, das dem in Anlage 1 oder Anlage 2 stehenden Muster entspricht. Andernfalls ist die Bewerbung ungültig.

Wenn mehrere Stellen in demselben Dienstgrad zugänglich sind, gibt der Bewerber die von ihm bevorzugte Reihenfolge an.

Die Bewerber der Stufe 1 in allen Fällen und die Bewerber um eine Versetzung oder eine Transferierung der Stufen 2+, 2, 3 und 4 legen dem Formular einen Lebenslauf, der dem in der Anlage 4 stehenden Muster entspricht, bei.»

**Art. 8** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - § 1. Binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist bestätigt der Generalsekretär bzw. sein Beauftragter ihren Empfang und teilt den Bewerbern, die den Anforderungen nicht genügen, gleichzeitig mit, daß ihre Bewerbung unbeschadet von § 3 nicht weiter behandelt werden kann.

Bei einer Bewerbung um eine Versetzung informiert der Generalsekretär binnen der gleichen Frist den Generaldirektor oder notfalls den Generalinspektor, dem der Bewerber untersteht, über die Antragstellung.

Bei einer Bewerbung um eine Transferierung informiert der Generalsekretär binnen der gleichen Frist den Generalsekretär, dem der Bewerber untersteht, über die Antragstellung.

§ 2. Wenn sie keine sozialen oder Familiengründe anführen erhalten die Bewerber um eine Versetzung oder eine Transferierung zu einer Stelle, die im letzten in Anwendung von Artikel 4quater zugestellten Register steht, in Abweichung von § 1, Absatz 1 eine Empfangsbescheinigung ihrer Bewerbung binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der für ihre Einreichung vorgesehenen Frist und werden binnen fünfzehn Tagen nach der Offenerklärung der Stelle darüber informiert, daß ihre Bewerbung unbeschadet von § 3 nicht weiter behandelt werden kann, wenn sie den Anforderungen nicht genügen.

§ 3. Vor der eventuellen Übermittlung der Bewerbungen an den Direktionsrat beschließt der Generalsekretär auf welche Weise überprüft werden soll, ob die Bewerber den für eine Stelle gestellten Befähigungsanforderungen genügen.

Wenn für die Vergabe der Stelle eine bevorzugte Reihenfolge zu berücksichtigen ist, die auf einer bestandenen Prüfung im Wettbewerbsverfahren oder auf dem Dienstalter basiert, kann der Generalsekretär beschließen, die Überprüfung nur für die erfolgreichsten Bewerber, deren Anzahl er bestimmt, vorzunehmen.

Binnen fünfzehn Tagen nach der Überprüfung informiert der Generalsekretär die Bewerber, die den Anforderungen nicht genügen, daß ihre Bewerbung nicht weiter behandelt werden kann.»

**Art. 9** - In Artikel 7 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° Absatz 2 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der vor der Beförderung durch Aufsteigen in einen Dienstgrad der Ränge A5 bis A3 abgegebene Vorschlag des Direktionsrats wird den Bewerbern durch Einschreibebrief mit Empfangsbescheinigung mitgeteilt.»

**Art. 10** - Ein Artikel *8bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

«Art. *8bis* - Wenn er verhindert ist, an einer Sitzung des in Artikel 24 des Statuts erwähnten Ausschusses teilzunehmen, läßt sich der Beamte des Rangs A2, oder mangels dessen, der Beamte des Rangs A1, dem der Beamte untersteht und der für die offene Stelle zuständig ist, durch einen Beamten der Stufe 1, der seiner Gewalt untersteht, vertreten.»

**Art. 11** - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Antrag wird mittels eines Formulars aufgestellt, das dem in der Anlage 3 stehenden Muster entspricht. Andernfalls ist er ungültig.

Der Antragsteller legt dem Formular einen Lebenslauf, der dem in der Anlage 4 stehenden Muster entspricht, bei.»

**Art. 12** - In den Titel II desselben Erlasses wird ein "Kapitel IV - Änderung der Dienststelle" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *13bis* - Unter Änderung der Dienststelle versteht man den Übergang eines Beamten von einer Dienststelle in eine andere Dienststelle derselben Zentrale.

Außer bei begründeter Ausnahme wird das Einverständnis des Beamten erfordert, wenn eine Änderung der Dienststelle eine Änderung seines Amtssitzes zur Folge hat.

Art. *13ter* - Jede Änderung der Dienststelle, die eine Änderung des Amtssitzes zur Folge hat, zu der der Beamte seine Zustimmung nicht geben kann, ist Gegenstand eines vorherigen Vorschlags, der dem Gutachten des Direktionsrats vorgelegt wird.

Wenn soziale oder Familiengründe vom Beamten angeführt werden, wird er vom Sozialdienst angehört, welcher dem Direktionsrat ein Gutachten abgibt.

Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Direktionsrat angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn er der Vorladung des Direktionsrats nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, daß er angehört worden ist.

Bei Einspruch beim Direktionsrat wird die Änderung der Dienststelle durch den Generalsekretär beschlossen.»

**Art. 13** - In Artikel 28, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "in Anlage 1 zum vorliegenden Erlaß" durch die Wörter "in Anlage 5" ersetzt.

**Art. 14** - In Artikel 30, Absatz 1, 2° desselben Erlasses werden die Wörter "einer Fachausbildung" durch die Wörter "einer Ausbildung zur Vorbereitung auf die Beförderung" ersetzt.

**Art. 15** - In der Überschrift von Titel IV, Kapitel II, Abschnitt IV desselben Erlasses werden die Wörter "einer Fachausbildung" durch die Wörter "einer Ausbildung zur Vorbereitung auf die Beförderung" ersetzt.

**Art. 16** - Artikel 40 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 40 - An der Ausbildung können Beamte des Dienstgrades der Ränge A4, D2 und E2 teilnehmen, sowie Beamte der Anwerbungsgrade, die ein Dienstalter im Rang von mindestens einem Jahr aufweisen.»

**Art. 17** - In Artikel 41, Absätze 1, 3 und 5 desselben Erlasses werden die Wörter "einer Fachausbildung" durch die Wörter "einer Ausbildung zur Vorbereitung auf die Beförderung" ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 42 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in den Absätzen 1 und 2 werden die Wörter "einer Fachausbildung" durch die Wörter "einer Ausbildung zur Vorbereitung auf die Beförderung" ersetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter "einem neuen Ausbildungslehrgang" durch die Wörter "einem Lehrgang zur Aktualisierung der Ausbildung" ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel 50, Absatz 3 desselben Erlasses werden die Wörter "in Anlage 2 bzw. Anlage 3 zum vorliegenden Erlaß" durch die Wörter "in Anlage 6 bzw. Anlage 7" ersetzt.

**Art. 20** - In der Überschrift von Titel IV, Kapitel III desselben Erlasses werden die Wörter "Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung" durch die Wörter "Beförderung" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 55 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung" durch die Wörter "Beförderung" ersetzt;

2° im Absatz 2 werden die Wörter "die Dienstgrade der Stufen 2, 3 und 4" durch die Wörter "den Dienstgrad der Stufe 2" ersetzt.

**Art. 22** - Artikel 56 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«An der Beförderungsprüfung können Beamte mit einem Beförderungsdienstgrad teilnehmen, die ein Dienstalter im Rang von mindestens zwei Jahren aufweisen.

Ferner müssen Beamte des Ranges A4 den Nachweis für das Abschließen einer Ausbildung zur Vorbereitung auf die Beförderung erbringen.»

**Art. 23** - Die Artikel 57 bis 60 desselben Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 57 - Der Generalsekretär des betroffenen Ministeriums oder sein Beauftragter hat den Auftrag:

1° gemäß Artikel 58 ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied des Prüfungsausschusses zu bezeichnen;

2° die Liste der betroffenen Beamten festzulegen.

Art. 58 - Die Mitglieder des Prüfungsausschusses sind:

1° a) für die Prüfung zum Dienstgrad eines Generalinspektors: ein Beamter des Dienststranges A3 mindestens im Ministerium der Wallonischen Region, ein Beamter des Dienststranges A3 mindestens im Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen und ein Beamter des Dienststranges A3 mindestens für jede Einrichtung öffentlichen Interesses, die wenigstens einen betroffenen Beamten hat;

b) für die Prüfung zum Dienstgrad eines Direktors: ein Beamter des Dienststranges A4 mindestens im Ministerium der Wallonischen Region, ein Beamter des Dienststranges A4 mindestens im Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen und ein Beamter des Dienststranges A4 mindestens für jede Einrichtung öffentlichen Interesses, die wenigstens einen betroffenen Beamten hat;

c) für die Prüfung zu den Dienstgraden eines ersten Graduierten und eines ersten Assistenten: ein Beamter des Dienststranges A6 mindestens im Ministerium der Wallonischen Region, ein Beamter des Dienststranges A6 mindestens im Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen und ein Beamter des Dienststranges A6 mindestens für jede Einrichtung öffentlichen Interesses, die wenigstens einen betroffenen Beamten hat;

2° für die Dienstgrade der Stufen 1 und 2+: zwei Personen, die den Dienststellen der Regierung nicht angehören und die wegen ihrer Kompetenz oder ihrer Spezialisierung besonders qualifiziert sind.

Art. 59 - Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses ist das effektive oder stellvertretende Mitglied des Ministeriums der Wallonischen Region.

Er wird von einem Sekretär mit beratender Stimme, der der Direktion der Ausbildung und der Laufbahnen angehört, beigegeben.

Der Sekretär vermerkt die gesamten Handlungen des Prüfungsausschusses.

Art. 60 - Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses hat den Auftrag:

1° die Frist zu bestimmen, in der die Anmeldungen zulässig sind;

2° das Datum und den Ort der Prüfung festzulegen;

3° die Kandidaten vorzuladen;

4° das Protokoll zur Festlegung der Liste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer zu erstellen;

5° die Ordnung über die Organisation der Prüfungen zu bestimmen, ihre Veröffentlichung zu gewährleisten und für ihre Anwendung zu sorgen;

6° die Außenbeisitzer zu bezeichnen.

Er ist berechtigt, die Anzahl der Außenbeisitzer zu erhöhen, wenn die besonderen Bedingungen bestimmter Prüfungen dies erfordern.»

**Art. 24** - Die Artikel 67 bis 70 desselben Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 67 - § 1. Höchstens alle zwei Jahre erläßt die Regierung einen Bewerbungsauftrag bezüglich der Erlangung des Zeugnisses von Direktor der Ausbildung.

§ 2. Die Bewerbungsakte wird dem Vorsitzenden des Direktionsrates binnen dreißig Tagen nach Zustellung des Aufrufs an die Bewerber per Einschreiben übermittelt.

Sie enthält:

1° einen Lebenslauf;

2° eine ausführliche Darlegung der Motivationen des Bewerbers für diese Funktion.

§ 3. Der Direktionsrat hört die Bewerber an und gibt der Regierung ein Gutachten ab. Diese teilt den Bewerbern ihren Beschluß mit und bezeichnet dann die Mitglieder des in Artikel 70 erwähnten Prüfungsausschusses.

Art. 68 - Ab dieser Bezeichnung verfügt die Direktion der Ausbildung und der Laufbahnen über eine Frist von einem Jahr, um eine Ausbildung, die mindestens zehn Tage dauert, und eine Prüfung zu organisieren, und zwar über:

1° die Ausübung der Funktion;

2° ein von den Bewerbern vorgestelltes Ausbildungsprojekt.

Um die Prüfung zu bestehen, müssen die Kandidaten mindestens 60% der Punkte insgesamt erhalten.

Art. 69 - Der Direktor der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region nimmt an der gesamten Ausbildung teil und genehmigt das Thema des Projekts, das der Bewerber vorstellen möchte.

Der Bewerber, der auch bei einem begründeten Fall höherer Gewalt mehr als einen Tag von der Ausbildung abwesend ist, ist nicht mehr berechtigt, diese Prüfung abzulegen.

Art. 70 - Der aus effektiven und so vielen stellvertretenden Mitgliedern bestehende Prüfungsausschuß umfaßt:

1° einen Beamten des Dienststranges A3 mindestens im Ministerium der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die menschlichen Ressourcen oder die Ausbildung gehören;

2° einen Beamten des Dienststranges A3 mindestens im Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, zu dessen Zuständigkeitsbereich die menschlichen Ressourcen oder die Ausbildung gehören;

3° einen Beamten des Dienststranges A3 mindestens, zu dessen Zuständigkeitsbereich die menschlichen Ressourcen oder die Ausbildung gehören, für jede Einrichtung öffentlichen Interesses, die mindestens einen Bewerber hat.

Der Vorsitz des Prüfungsausschusses wird vom Vertreter des Ministeriums der Wallonischen Region geführt.

Er wird von einem Sekretär mit beratender Stimme, der der Direktion der Ausbildung und der Laufbahnen angehört, beigegeben.

Der Sekretär vermerkt die gesamten Handlungen des Prüfungsausschusses.

Der Prüfungsausschuß genehmigt die Regelung über die Prüfungsorganisation.»

**Art. 25** - Die Überschrift von Titel V desselben Erlasses wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Spezifische Bewertungsverfahren.»

**Art. 26** - Artikel 71 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 71 - Die Bewertung des Beamten, der einen Dienststrang unter dem Rang A2 innehat und der nicht zwei Vorgesetzten unterschiedlichen Dienststranges nicht untersteht, gilt als positiv, außer wenn der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, auf der Grundlage eines Berichts des Generalsekretärs und nach Gutachten des von der Funktion her zuständigen Ministers, anders darüber entscheidet.

Die Erteilung einer vorbehaltlichen oder negativen Bewertung erfolgt nach einer Unterredung zwischen dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, dem Generalsekretär und dem Beamten.

Der vom Beamten abgezeichnete Bericht und seine Anmerkungen werden dem Bewertungsblatt beigegeben, das dem Beamten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, zugestellt wird.»

**Art. 27** - In Artikel 73 desselben Erlasses werden die Wörter "der Beamten der Ränge A1 und A2" durch die Wörter "der Generalbeamten" ersetzt.

**Art. 28** - Artikel 74, 1° desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

«und zwar an den Tagen, an denen der Beamte aufgrund des ihm vorgeschriebenen Arbeitssystems zur Arbeit verpflichtet ist.»

**Art. 29** - Der Titel VII desselben Erlasses, der Artikel 75 bis 77 umfaßt, wird aufgehoben.

**Art. 30** - In der Überschrift von Titel VIII desselben Erlasses werden die Wörter "Wissenschaftliches Dienstalter und" gestrichen.

**Art. 31** - Der Titel VIII, Kapitel I desselben Erlasses, der Artikel 78 und 79 umfaßt, wird aufgehoben.

**Art. 32** - Die Überschrift "Kapitel II - Administratives Dienstalter" desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 33** - In Artikel 80, § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "als Beamter auf Probe oder als Beamter" durch die Wörter "als statutarischer Beamter" ersetzt.

**Art. 34** - Artikel 81, § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. Für die Berechnung des Stufenalters in der Anwerbungsstufe werden die vollen Leistungen berücksichtigt, die als statutarischer Beamter und ohne freiwillige Unterbrechung erbracht worden sind in einer der folgenden Einrichtungen:

1° jede völkerrechtliche Einrichtung, der der Föderalstaat, die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft oder die Wallonische Region angehört;

2° jede Einrichtung, die der Regierung des Belgischen Kongos oder der Regierung von Ruanda-Burundi unterlag, ungeachtet der Tatsache, ob sie als getrennte juristische Person errichtet worden ist oder nicht;

3° jede der gesetzgebenden, der ausführenden oder der richterlichen Gewalt unterliegenden Einrichtung des Föderalstaates, ungeachtet der Tatsache, ob sie als getrennte juristische Person errichtet worden ist oder nicht;

4° jede der dekretgebenden oder der ausführenden Gewalt unterliegende Einrichtung einer Gemeinschaft oder einer Region, ungeachtet der Tatsache, ob sie als getrennte juristische Person errichtet worden ist oder nicht.

Für die Berechnung des Rangalters der Anwerbungsstufe werden die vollen Leistungen berücksichtigt, die als statutarischer Beamter und ohne freiwillige Unterbrechung in einer der im ersten Absatz erwähnten Einrichtungen erbracht worden sind.

Für die Berechnung des allgemeinen Dienstalters werden die vollen Leistungen berücksichtigt, die als statutarischer Beamter und ohne freiwillige Unterbrechung in einer der im ersten Absatz erwähnten Einrichtungen erbracht worden sind.»

**Art. 35** - Die Anlagen A, B, C und D zum vorliegenden Erlaß werden demselben Erlaß als Anlagen 1, 2, 3 und 4 beigegeben.

Die jetzigen Anlagen 1, 2 und 3 zu demselben Erlaß werden die Anlagen 5, 6 und 7.

**Art. 36** - Die Artikel 33 und 34 des vorliegenden Erlasses werden am 1. Dezember 1994 wirksam.

**Art. 37** - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

## Anlage 1

BEWERBUNGSSCHREIBEN FÜR DIE BEFÖRDERUNG DURCH AUFSTIEG  
IN DIE HÖHERE STUFE ODER DURCH AUFSTIEG IM DIENSTGRAD

## I. PERSONALIEN

Name:

Vorname:

Geburtsdatum:

Dienstgrad:

## II. JETZIGE STELLE

Ministerium:

Zugewiesene Zentrale:

Abteilung:

Direktion:

Amtssitz:

## III. ANGESTREBTE STELLE(N)

Der Bewerber, der sich um mehrere Stellen bewirbt, wird aufgefordert, seinen Vorzug durch Ziffern (1, 2, 3,...) in der zu diesem Zweck vorgesehenen Spalte des Bewerbungsschreibens neben den betroffenen Stellen anzugeben. Der Bewerber, der sich um eine einzige Stelle bewirbt, wird aufgefordert, die Ziffer 1 in derselben Spalte neben dieser Stelle anzugeben.

UNTERSCHRIFT (1)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

(1) Zusätzlich zu seiner Unterschrift an dieser Stelle muß der Bewerber die gesamten beigelegten Seiten abzeichnen, die einen integralen Bestandteil dieses Bewerbungsschreibens bilden.

Anlage B

## Anlage 2

## BEWERBUNGSSCHREIBEN FÜR DIE VERSETZUNG ODER DIE TRANSFERIERUNG

## I. PERSONALIEN

Name:

Vorname:

Geburtsdatum:

Dienstgrad:

## II. JETZIGE STELLE

Ministerium:

Zugewiesene Zentrale:

Abteilung:

Direktion:

Amtssitz:

## III. ANGESTREBTE STELLE(N)

Der Bewerber, der sich um mehrere Stellen bewirbt, wird aufgefordert, seinen Vorzug durch Ziffern (1, 2, 3,...) in der zu diesem Zweck vorgesehenen Spalte des Bewerbungsschreibens neben den betroffenen Stellen anzugeben. Der Bewerber, der sich um eine einzige Stelle bewirbt, wird aufgefordert, die Ziffer 1 in derselben Spalte neben dieser Stelle anzugeben.

## IV. ANFÜHRUNG VON SOZIALEN ODER FAMILIENGRÜNDEN

Ich führe soziale oder Familiengründe an: JA / NEIN (1) (2)

## V. ANHÖRUNG DURCH DEN DIREKTIONSRAT ODER DEN AUSSCHUSS

Ich möchte vom Direktionsrat oder vom in Artikel 24 des Statuts erwähnten Ausschuß angehört werden:

JA / NEIN (1)

Ich möchte nur in bezug auf die folgenden Stellen angehört werden (3):

UNTERSCHRIFT (4)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Wenn ja, muß der Bewerber gleichzeitig zu seinem Bewerbungsschreiben dem Sozialdienst eine Abschrift dieses Schreibens per Einschreibebrief mit Empfangsbescheinigung übermitteln.

(3) Der Bewerber, der es wünscht, darf die Nummer der Stellen angeben, über die er angehört werden möchte. In diesem Falle wird er nicht über die anderen Stellen angehört.

(4) Zusätzlich zu seiner Unterschrift an dieser Stelle muß der Bewerber die gesamten beigefügten Seiten abzeichnen, die einen integralen Bestandteil dieses Bewerbungsschreibens bilden.



## Anlage 3

## ANTRAG AUF STELLENTAUSCH

BEWERBER A	BEWERBER B
<b>I. PERSONALIEN</b>	
Name: Vorname: Geburtsdatum: Dienstgrad: Qualifikation:	Name: Vorname: Geburtsdatum: Dienstgrad: Qualifikation:
<b>II. JETZIGE STELLE</b>	
Ministerium: Zugewiesene Zentrale: Abteilung: Direktion: Amtssitz:	Ministerium: Zugewiesene Zentrale: Abteilung: Direktion: Amtssitz:
<b>III. ANFÜHRUNG VON SOZIALEN ODER FAMILIENGRÜNDEN</b>	
Ich führe soziale oder Familiengründe an: JA / NEIN (1) (2)	Ich führe soziale oder Familiengründe an: JA / NEIN (1) (2)
<b>IV. ANHÖRUNG DURCH DEN DIREKTIONSRAT ODER DEN AUSSCHUSS</b>	
Ich möchte vom Direktionsrat oder vom in Artikel 24 des Statuts erwähnten Ausschuß angehört werden: JA / NEIN (1) (2)	Ich möchte vom Direktionsrat oder vom in Artikel 24 des Statuts erwähnten Ausschuß angehört werden: JA / NEIN (1) (2)
UNTERSCHRIFT	UNTERSCHRIFT

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Wenn ja, muß der Bewerber gleichzeitig zu seinem Bewerbungsschreiben dem Sozialdienst eine Abschrift dieses Schreibens per Einschreibebrief mit Empfangsbescheinigung übermitteln.

Anlage D

Anlage 4  
LEBENS LAUF (1)

## I. PERSONALIEN

Name:

Vorname:

Geburtsdatum:

Anschrift:

## II. JETZIGE STELLE

Ministerium:

Zugewiesene Zentrale:

Abteilung:

Direktion:

Dienstgrad:

Amtssitz:

Beschreibung der Tätigkeit:

## III. BERUFSERFABUNG (2)

Periode:

Ministerium/Gesellschaft/Organisation:

Dienstgrad/Funktion:

Beschreibung der Tätigkeit:

## IV. AUSBILDUNG(EN) (3)

Diplom:

Jahr:

Bildungsanstalt:

## V. ZUSÄTZLICHE AUSBILDUNG(EN) (4)

## VI. NICHTBERUFLICHE TÄTIGKEITEN UND MOTIVATION DES BEWERBERS (4)

UNTERSCHRIFT

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

- (1) Das vorliegende Muster ist auf freiem Papier nachzubilden.  
(2) Unter dieser Rubrik sind die vorherigen Berufserfahrungen anzugeben.  
(3) Unter dieser Rubrik sind die Diplome des Bewerbers anzugeben.  
(4) Fakultativrubrik.

## VERTALING

N. 98 — 468

[C - 98/27083]

**22 JANUARI 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994  
houdende uitvoeringsmaatregelen voor het statuut van de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de Autonome Haven van Luik, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1969;

Gelet op de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de Autonome Haven van Charleroi, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1978;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome Haven van Namen en tot wijziging van de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de Autonome Haven van Charleroi;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), gewijzigd bij de decreten van 1 december 1988, 4 juli 1991, 29 oktober 1992, 7 juli 1994, 24 november 1994 en 25 januari 1996;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de "Office régional de l'Emploi" (Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling), gewijzigd bij de decreten van 4 november 1993 en 26 mei 1994;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) in het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), gewijzigd bij de decreten van 20 juni en 25 juli 1996;

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van het gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen voor het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de Autonome Haven van Luik;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de Autonome Haven van Charleroi;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de Autonome Haven van Namen;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij);

Gelet op de beslissing van de beheerraad van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Gelet op het advies van de beheerraad van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

Gelet op het protocol nr. 255 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 7 november 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen ter uitvoering van het statuut zo spoedig mogelijk moeten worden aangepast op grond van de wijzigingen die in het statuut zijn aangebracht;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van titel I van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen voor het statuut van de ambtenaren van het Gewest wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Algemene bepalingen."

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1bis. De wijzigingen die overeenkomstig artikel 6 van het statuut aangebracht zijn in de kwalificaties en capaciteiten die vereist zijn voor de toegang tot een betrekking, hebben uitwerking zodra de betrekking niet meer bekleed is. »

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1ter. De ambtenaar heeft zijn administratieve verblijfplaats in de gemeente waar de dienst gevestigd is. »

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 1quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1quater. § 1. Het in artikel 5 van het statuut bedoelde repertorium vermeldt de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de dienst waarin de ambtenaar aangewezen is, de administratieve verblijfplaats, en geeft een omschrijving van de kwalificaties en capaciteiten die voor de betrekking vereist zijn.

§ 2. Het repertorium wordt betekend op de door de Secretaris-generaal bepaalde interne verdeelwijze of, bij gebreke daarvan, bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst. Het repertorium wordt geacht betekend te zijn na betekening van het deel ervan betreffende de betrekkingen van dezelfde rang als die waarvan de ambtenaar titularis is.

§ 3. Het repertorium van het Ministerie waartoe de ambtenaar niet behoort, wordt hem betekend door de Secretaris-generaal onder wie hij ressorteert. De Secretaris-generaal betekent het repertorium aan de andere Secretaris-generaal vóór 1 maart. Bij gebreke van voorafgaande betekening aan de andere secretaris-generaal is de betekening van een repertorium aan de ambtenaar zonder waarde. »

**Art. 5.** Het opschrift van titel II van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Bevorderingen, mutatie, overplaatsing, permutatie en verandering van dienst. »

**Art. 6.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. De vacature van een betrekking die voorkomt in het laatste repertorium dat overeenkomstig artikel 1quater werd betekend, wordt in voorkomend geval door de Secretaris-generaal ter kennis gebracht van de ambtenaren die daarvoor in aanmerking komen door bevordering. De kennisgeving gebeurt bij ter post aangetekend schrijven en met ontvangbewijs.

De vacature van een betrekking die niet voorkomt in het laatste repertorium dat overeenkomstig artikel 1quater werd betekend, wordt in voorkomend geval door de Secretaris-generaal ter kennis gebracht van de ambtenaren die daarvoor in aanmerking komen bij bevordering door overgang naar het hogere niveau, mutatie, bevordering door verhoging in graad of overplaatsing. De kennisgeving gebeurt bij ter post aangetekend schrijven en met ontvangbewijs.

Het schrijven vermeldt de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de dienst waarin de ambtenaar aangewezen is, de administratieve verblijfplaats, en bevat een omschrijving van de kwalificaties en capaciteiten die voor de betrekking vereist zijn. »

**Art. 7.** In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door de volgende paragraaf :

« § 1. De kandidaturen zijn te richten aan de Secretaris-generaal onder wiens bevoegdheid de vacante betrekking ressorteert. Ze moeten ingediend worden bij ter post aangetekend schrijven met ontvangbewijs binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de dag van de betekening van het in artikel 4 bedoelde schrijven of, in voorkomend geval, binnen de in de artikelen 15 en 24 van het statuut bepaalde termijn, op straffe van nietigheid. »

« Daartoe moet gebruik worden gemaakt van een formulier dat overeenstemt met het model in bijlage 1 of 2, op straffe van nietigheid.

Indien verscheidene betrekkingen vacant zijn binnen dezelfde graad, moet de kandidaat een orde van voorkeur opgeven.

De kandidaten van niveau 1 in elk geval en de kandidaten voor mutatie of overplaatsing van niveau 2+, 2, 3 en 4 moeten bij het formulier een curriculum vitae voegen dat overeenstemt met het model in bijlage 4. »

**Art. 8.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. Binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de einddatum van de termijn die vastgesteld is voor het indienen van de kandidaturen, bericht de Secretaris-generaal of zijn afgevaardigde ontvangst daarvan en deelt hij gelijktijdig mee aan de kandidaten die niet aan de vereisten voldoen dat geen gevolg kan worden gegeven aan hun kandidatuur, onverminderd § 3. In geval van kandidatuur voor mutatie brengt de Secretaris-generaal binnen dezelfde termijn de aanvraag ter kennis van de Directeur-generaal of, bij gebreke daarvan, van de Inspecteur-generaal onder wiens bevoegdheid de kandidaat ressorteert. In geval van kandidatuur voor overplaatsing brengt de Secretaris-generaal de aanvraag binnen dezelfde termijn ter kennis van de Secretaris-generaal onder wiens bevoegdheid de kandidaat ressorteert.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, krijgen de kandidaten voor mutatie of overplaatsing naar een betrekking bedoeld in het laatste repertorium dat overeenkomstig artikel 1quater is betekend, die geen sociale of familiale redenen inroepen, bericht van ontvangst van hun kandidatuur binnen vijftien dagen na het verstrijken van de voor de indiening voorgeschreven termijn. Indien ze niet aan de vereisten voldoen, wordt hen binnen vijftien dagen na de vacantieverklaring meegedeeld dat geen gevolg kan worden gegeven aan hun kandidatuur, onverminderd § 3.

§ 3. Vooraleer de kandidaturen in voorkomend geval naar de diectieraad worden doorgezonden, bepaalt de Secretaris-generaal de wijze waarop moet worden nagegaan of de kandidaten aan de capaciteitsvereisten voldoen.

Als de toekenning van een betrekking afhankelijk is van een voorkeursvolgorde op basis van een geslaagd examen of van de anciënniteit, kan de Secretaris-generaal beslissen dat alleen rekening moet worden gehouden met de best gerangschikte kandidaten van wie hij het aantal bepaalt. De kandidaten die niet aan de vereisten voldoen worden binnen vijftien dagen na het onderzoek door de Secretaris-generaal verwittigd dat geen gevolg kan worden gegeven aan hun kandidatuur. »

**Art. 9.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Het voorstel van de directieraad dat voorafgaat aan de bevordering door verhoging in een graad van de rangen A5 tot A3, wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de kandidaten betekend. »

**Art. 10.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *8bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *8bis*. Als hij niet kan deelnemen aan een zitting van de in artikel 24 van het statuut bedoelde commissie, wordt de ambtenaar van rang A2 of, bij gebreke daarvan, de ambtenaar van rang A1 onder wiens bevoegdheid de ambtenaar en de vacature waarin moet worden voorzien ressorteren, vervangen door een ambtenaar van niveau 1 die onder zijn gezag staat. »

**Art. 11.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De aanvraag moet ingediend worden aan de hand van een formulier dat overeenstemt met het model in bijlage 3, op straffe van nietigheid.

De aanvrager moet bij het formulier een curriculum vitae voegen dat overeenstemt met het model in bijlage 4. »

**Art. 12.** In titel II van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IV "Verandering van dienst" ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *13bis*. De verandering van dienst is de overgang van een ambtenaar van één dienst naar een andere dienst binnen dezelfde pool.

Behoudens een behoorlijk met redenen omklede uitzondering, is de instemming van de ambtenaar vereist voor een verandering van dienst die gepaard gaat met een verandering van zijn administratieve verblijfplaats.

Art. *13ter*. Elke verandering van dienst die gepaard gaat met een verandering van de administratieve verblijfplaats waarmee de ambtenaar niet kan instemmen, moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaand voorstel dat aan het advies van de directieraad wordt onderworpen. Als de ambtenaar sociale of familiale redenen inroept, wordt hij gehoord door de Sociale Dienst die advies geeft aan de directieraad. De ambtenaar die het wenst, kan door de directieraad gehoord worden en zich laten bijstaan door een persoon die hij zelf kiest. Behoudens wettige verhindering, wordt hij geacht te zijn gehoord als hij niet opdaagt na de oproeping van de directieraad. In geval van beroep op de directieraad spreekt de Secretaris-generaal zich uit over de verandering van dienst. »

**Art. 13.** In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "in bijlage 1 bij dit besluit" vervangen door "in bijlage 5".

**Art. 14.** In artikel 30, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit wordt het woord "beroepsopleiding" vervangen door de woorden "opleiding met het oog op de bevordering".

**Art. 15.** In het opschrift van titel IV, Hoofdstuk II, afdeling IV, van hetzelfde besluit wordt het woord "beroepsopleiding" vervangen door de woorden "opleiding met het oog op de bevordering".

**Art. 16.** Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. De opleiding mag gevolgd worden door de ambtenaren met een graad van de rangen A4, D2 en E2 of een wervingsgraad en minstens één jaar rangancienniteit. »

**Art. 17.** In artikel 41, eerste, derde en vijfde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "beroepsopleiding" vervangen door de woorden "opleiding met het oog op de bevordering".

**Art. 18.** In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en tweede lid wordt het woord "beroepsopleidingen" vervangen door de woorden "opleidingen met het oog op de bevordering";

2° in het derde lid worden de woorden "nieuwe vormingscyclus" vervangen door de woorden "bijscholingscyclus".

**Art. 19.** In artikel 50, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van bijlage 2 of van bijlage 3 bij dit besluit" vervangen door de woorden "in bijlage 6 of 7".

**Art. 20.** In het opschrift van titel IV, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit worden de woorden "controle van de beroepsopleiding" vervangen door het woord "bevordering".

**Art. 21.** Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "controle van de beroepsopleiding" vervangen door het woord "bevordering";

2° in het tweede lid worden de woorden "de graden van niveau 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "de graad van niveau 2".

**Art. 22.** Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Aan het bevorderingsexamen mogen deelnemen de ambtenaren met een bevorderingsgraad en minstens twee jaar rangancienniteit. De ambtenaren van rang A4 moeten bovendien een opleiding met het oog op de bevordering gevolgd hebben. »

**Art. 23.** De artikelen 57 tot 60 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« Art. 57. De Secretaris-generaal van het bedoelde ministerie of zijn afgevaardigde heeft als opdracht :

- 1° een gewoon en een plaatsvervangend lid binnen de jury aan te wijzen, overeenkomstig artikel 58;
- 2° de lijst van de bedoelde ambtenaren op te maken.

Art. 58. De jury bestaat uit de volgende leden :

1° a) voor het examen betreffende de graad van inspecteur-generaal, een ambtenaar van minstens rang A3 van het Ministerie van het Waalse Gewest, een ambtenaar van minstens rang A3 van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer en een ambtenaar van minstens rang A3 voor elke instelling van openbaar nut die minstens één belanghebbende ambtenaar heeft;

b) voor het examen betreffende de graad van directeur, een ambtenaar van minstens rang A4 van het Ministerie van het Waalse Gewest, een ambtenaar van minstens rang A4 van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer en een ambtenaar van minstens rang A4 voor elke instelling van openbaar nut die minstens één belanghebbende ambtenaar heeft;

c) voor het examen betreffende de graden van eerste gegradueerde en van eerste assistent, een ambtenaar van minstens rang A6 van het Ministerie van het Waalse Gewest, een ambtenaar van minstens rang A6 van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer en een ambtenaar van minstens rang A6 voor elke instelling van openbaar nut die minstens één belanghebbende ambtenaar heeft;

2° voor de graden van niveau 1 en 2+, twee personen die niet tot de Regeringsdiensten behoren en die op grond van hun bekwaamheid of specialisatie bijzonder geschikt zijn.

Art. 59. De voorzitter van de jury is het gewone of plaatsvervangende lid van het Ministerie van het Waalse Gewest. Hij wordt bijgestaan door een secretaris met raadgevende stem, die tot de Directie Vorming en Loopbaan van het Ministerie van het Waalse Gewest behoort. De secretaris noteert alle handelingen van de jury.

Art. 60. De voorzitter van de jury is belast met :

- 1° de vastlegging van de termijn waarbinnen de inschrijvingen ontvankelijk zijn;
- 2° de bepaling van de datum en de plaats van het examen;
- 3° de oproep tot de kandidaten;
- 4° de opmaak van de notulen waarbij de lijst van de geslaagden wordt vastgesteld;
- 5° de opmaak en de openbaarmaking van het huishoudelijk reglement betreffende de organisatie van de examens, alsook met het toezicht op de toepassing ervan;
- 6° de aanwijzing van de externe assessoren.

Hij kan het aantal externe assessoren verhogen naar gelang van de vereisten voor sommige examens. »

**Art. 24.** De artikelen 67 tot 70 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« Art. 67. § 1. Hoogstens om de twee jaar doet de Regering een oproep tot de kandidaten voor het ambt van vormingsdirecteur.

§ 2. Het dossier van de kandidatuur is binnen dertig dagen na de betekening van de oproep tot de kandidaten bij ter post aangetekende brief te richten aan de voorzitter van de directieraad.

Het moet de volgende stukken bevatten :

- 1° een curriculum vitae;
- 2° een gedetailleerde uiteenzetting van de motivatie van de kandidaten.

§ 3. De directieraad hoort de kandidaten en brengt advies uit aan de Regering. Hij betekent zijn beslissing aan de kandidaten en wijst vervolgens de leden van de in artikel 70 bedoelde jury aan.

Art. 68. Vanaf die betekening beschikt de Directie Vorming en Loopbaan van het Ministerie van het Waalse Gewest over een termijn van één jaar om een opleidingscyclus van hoogstens tien dagen te organiseren, alsook een examen betreffende :

- 1° de uitoefening van het ambt;
  - 2° een door de kandidaten ingediend opleidingsproject.
- Om te slagen moeten de kandidaten minstens 60% van het puntentotaal behalen.

Art. 69. De vormingsdirecteur van het Ministerie van het Waalse Gewest neemt deel aan de gehele opleiding en keurt het onderwerp van het project van de kandidaat goed. De kandidaat die, zelfs wegens gewettigde overmacht, meer dan één dag wegblijft van de opleiding, mag het examen niet afleggen.

Art. 70. De jury bestaat uit evenveel gewone als plaatsvervangende leden, met name :

- 1° een ambtenaar van minstens rang A3 van het Ministerie van het Waalse Gewest, die bevoegd is voor human resources of vorming;
- 2° een ambtenaar van minstens rang A3 van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, die bevoegd is voor human resources of vorming;

3° voor elke instelling van openbaar nut met minstens één kandidaat, een ambtenaar van minstens rang A3 die bevoegd is voor human resources of vorming.

De jury wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van het Ministerie van het Waalse Gewest. Hij wordt bijgestaan door een secretaris met raadgevende stem, die tot de Directie Vorming en Loopbaan van het Ministerie van het Waalse Gewest behoort. De secretaris noteert alle handelingen van de jury. De jury bekrachtigt het reglement voor de organisatie van het examen. »

**Art. 25.** Het opschrift van titel V van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Specifieke evaluatieprocedures. »

**Art. 26.** Artikel 71 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 71. De evaluatie van de ambtenaar van een lagere rang dan A2 die niet ressorteert onder twee hiërarchische meerderen van verschillende rangen, is positief tenzij de voor bestuurszaken bevoegde Minister, op grond van een verslag van de secretaris-generaal, er anders over beslist na advies van de functioneel bevoegde Minister.

De voorbehouden of negatieve evaluatie wordt toegekend na een onderhoud tussen de voor bestuurszaken bevoegde Minister, de Secretaris-generaal en de ambtenaar. Het door de ambtenaar geviseerde verslag wordt, samen met zijn opmerkingen, bij het evaluatierapport gevoegd.

Dit verslag wordt door de voor bestuurszaken bevoegde Minister aan de ambtenaar betekend. »

**Art. 27.** In artikel 73 van hetzelfde besluit worden de woorden "ambtenaren van rangen A1 en A2" vervangen door het woord "Opperambtenaren".

**Art. 28.** Artikel 74, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« de dagen waarop de ambtenaar verplicht is te werken overeenkomstig de werkregeling die hem opgelegd is. »

**Art. 29.** Titel VII van hetzelfde besluit, met de artikelen 75 tot 77, wordt opgeheven.

**Art. 30.** In het opschrift van titel VIII van hetzelfde besluit worden de woorden "wetenschappelijke en" geschrapt.

**Art. 31.** Titel VIII, hoofdstuk I, van hetzelfde besluit, met de artikelen 78 en 79, wordt opgeheven.

**Art. 32.** Het opschrift "Hoofdstuk II. - De administratieve anciënniteiten" wordt opgeheven.

**Art. 33.** In artikel 80, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "in zijn hoedanigheid van stagiair of van personeelslid" vervangen door de woorden "onder statutaire titel".

**Art. 34.** Artikel 81, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. De niveau-anciënniteit in het wervingsniveau wordt berekend met inachtneming van de effectieve diensten met volledige prestaties die de ambtenaar onder statutaire titel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht bij de volgende instellingen :

1° elke instelling van internationaal recht waarvan de Federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of het Waalse Gewest lid is;

2° elke instelling die ressorteert onder de Regering van Belgisch Congo of onder de Regering van Rwanda-Burundi, al dan niet met afzonderlijke rechtspersoonlijkheid;

3° elke instelling van de Federale Staat die ressorteert onder de wetgevende, uitvoerende of rechterlijke macht, al dan niet met afzonderlijke rechtspersoonlijkheid;

4° elke instelling van een gemeenschap of een gewest die onder de decretale of uitvoerende macht ressorteert, al dan niet met rechtspersoonlijkheid.

De ranganciënniteit in de rang van de wervingsgraad wordt berekend met inachtneming van de effectieve diensten met volledige prestaties die de ambtenaar onder statutaire titel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht bij de in het eerste lid bedoelde instellingen.

De dienstanciënniteit wordt berekend met inachtneming van de effectieve diensten met volledige prestaties die de ambtenaar onder statutaire titel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht bij de in het eerste lid bedoelde instellingen. »

**Art. 35.** De bijlagen A, B, C en D bij dit besluit worden toegevoegd als bijlagen 1, 2, 3 en 4 bij hetzelfde besluit. De huidige bijlagen 1, 2 en 3 bij hetzelfde besluit worden de bijlagen 5, 6 en 7.

**Art. 36.** De artikelen 33 en 34 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 december 1994.

**Art. 37.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

Bijlage A

## Bijlage 1

KANDIDATUURAKTE VOOR BEVORDERING DOOR OVERGANG NAAR HET HOGERE NIVEAU  
OF DOOR VERHOGING IN GRAAD

## I. IDENTITEIT

Naam :

Voornaam :

Geboortedatum :

Graad :

## II. HUIDIGE BETREKKING

Ministerie :

Standplaats :

Afdeling :

Directie :

Administratieve verblijfplaats :

## III. GEKOZEN BETREKKINGEN(EN)

Als de kandidaat naar verscheidene betrekkingen solliciteert, moet hij op de hierbij gevoegde lijst de gekozen betrekkingen in de voorkeursvolgorde met een Arabisch cijfer (1, 2, 3,...) aanstippen in de daarvoor bestemde kolom. De kandidaat die slechts naar één betrekking solliciteert, moet de gekozen betrekking met het cijfer 1 aanstippen.

HANDTEKENING (1)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen voor het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

(1) Behalve zijn handtekening moet de kandidaat alle bijgevoegde bladzijden paraferen die noodzakelijk deel uitmaken van deze kandidatuurakte.



## Bijlage 2

## KANDIDATUURAKTE VOOR MUTATIE OF OVERPLAATSING

## I. IDENTITEIT

Naam :

Voornaam :

Geboortedatum :

Graad :

## II. HUIDIGE BETREKKING

Ministerie :

Standplaats :

Afdeling :

Directie :

Administratieve verblijfplaats :

## III. GEKOZEN BETREKKING(EN)

Als de kandidaat naar verscheidene betrekkingen solliciteert, moet hij op de hierbij gevoegde lijst de gekozen betrekkingen in de voorkeursvolgorde met een Arabisch cijfer (1, 2, 3,...) aanstippen in de daarvoor bestemde kolom. De kandidaat die slechts naar één betrekking solliciteert, moet de gekozen betrekking met het cijfer 1 aanstippen.

## IV. INROEPING VAN SOCIALE OF FAMILIALE REDENEN

Ik roep sociale of familiale redenen in : JA / NEE (1) (3)

## V. VERHOOR DOOR DE DIRECTIERAAD OF DE COMMISSIE

Ik wens gehoord te worden door de directieraad of door de in artikel 24 van het statuut bedoelde commissie :  
JA / NEE (1)

Ik wens enkel gehoord te worden i.v.m. de volgende betrekkingen (3) :

## HANDTEKENING (4)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen voor het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

- 
- (1) Schrappen wat niet past.  
 (2) Zo ja moet de kandidaat samen met zijn kandidatuurakte een afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs naar de sociale dienst verzenden.  
 (3) De kandidaat die het wenst mag de nummers vermelden van de betrekkingen waarvoor hij wenst gehoord te worden. In dat geval zal hij niet worden gehoord i.v.m. de andere betrekkingen.  
 (4) Behalve zijn handtekening moet de kandidaat alle bijgevoegde bladzijden paraferen die noodzakelijk deel uitmaken van deze kandidatuurakte.

Bijlage C

## Bijlage 3

## AANVRAAG OM PERMUTATIE

KANDIDAAT A	KANDIDAAT B
<b>I. IDENTITEIT</b>	
Naam :	Naam :
Voornaam :	Voornaam :
Geboortedatum :	Geboortedatum :
Graad :	Graad :
Kwalificatie :	Kwalificatie :
<b>II. HUIDIGE BETREKKING</b>	
Ministerie :	Ministerie :
Standplaats :	Standplaats :
Afdeling :	Afdeling :
Directie :	Directie :
Administratieve verblijfplaats :	Administratieve verblijfplaats :
<b>III. INROEPING VAN SOCIALE OF FAMILIALE REDENEN</b>	
Ik roep sociale of familiale redenen in : JA / NEE (1) (2)	Ik roep sociale of familiale redenen in : JA / NEE (1) (2)
<b>IV. VERHOOR DOOR DE DIRECTIERAAD OF DE COMMISSIE</b>	
Ik wens gehoord te worden door de directieraad of door de in artikel 24 van het statuut bedoelde commissie : JA / NEE (1) (2)	Ik wens gehoord te worden door de directieraad of door de in artikel 24 van het statuut bedoelde commissie : JA / NEE (1) (2)
HANDTEKENING	HANDTEKENING

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen voor het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

(1) Schrap wat niet past.

(2) Zo ja moet de kandidaat samen met zijn kandidatuurakte een afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs naar de sociale dienst verzenden.

## Bijlage 4

## MODEL VAN CURRICULUM VITAE (1)

## I. IDENTITEIT

Naam :  
Voornaam :  
Geboortedatum :  
Adres :

## II. HUIDIGE BETREKKING

Ministerie :  
Standplaats :  
Afdeling :  
Directie :  
Graad :  
Administratieve verblijfplaats :  
Omschrijving van de activiteit :

## III. BEROEPSERVARING (2)

Periode :  
Ministerie / Vennootschap / Organisatie :  
Graad / Ambt  
Omschrijving van de activiteit :

## IV. OPLEIDING(EN) (3)

Diploma :  
Jaar :  
Inrichting :

## V. AANVULLENDE OPLEIDING(EN) (4)

## VI. ANDERE ACTIVITEITEN EN MOTIVATIE VAN DE KANDIDAAT (4)

## HANDTEKENING (4)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen voor het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

- 
- (1) Dit model moet gekopieerd worden op gewoon papier.  
(2) Onder deze rubriek melding maken van de beroepservaring.  
(3) Onder deze rubriek melding maken van de behaalde diploma('s).  
(4) Facultatieve rubriek.